



Parti Bourgeois-  
Démocratique Suisse

## **FACTSHEET:**

### **Politique d'asile**

Le phénomène migratoire existe depuis le début de l'humanité et il suit depuis toujours la prospérité. Il fut des époques où les habitantes et les habitants de la Suisse aussi ont pris leur destin en main et tenté leur chance à l'étranger. Aujourd'hui, de par sa prospérité et son niveau de vie élevé, la Suisse est un pôle attractif de la migration mondiale.

#### **Accorder une attention particulière à la tradition humanitaire de la Suisse**

Un nombre non négligeable de personnes cherchent refuge en Suisse parce que chez elles leur intégrité corporelle et leur vie sont menacées ou parce qu'ils ne voient tout simplement plus aucune perspective. Ces personnes veulent pouvoir participer à la prospérité helvétique, mais aussi apporter leur contribution à celle-ci. Depuis longtemps, la Suisse se caractérise par une tradition humanitaire établie qui offre l'hospitalité aux autres, aussi longtemps qu'ils sont menacés chez eux et qu'ils respectent les règles du jeu en Suisse. Le PBD soutient cette tradition humanitaire et veut lui accorder une attention particulière.

#### **Une politique d'asile crédible**

Pour jouir d'une large acceptation auprès de la population suisse, le système d'asile doit être crédible et à plusieurs égards, également restrictive. Ainsi, particulièrement les abus doivent être poursuivis et réprimés avec toutes les conséquences que cela implique. De même, les procédures d'asile doivent être menées si possible rapidement et sans complications administratives. Les requérants d'asile dont la demande a été acceptée ont le droit d'un avis rapide au même titre que les requérants dont les demandes ont été rejetées.

Le PBD soutient les projets du Conseil fédéral et du Parlement qui visent à mener à des procédures accélérées, notamment par la création de centres dits « fédéraux ». En même temps, la Confédération doit soulager en particulier les cantons frontaliers. Aux yeux du PBD, il convient d'examiner le statut « d'admission provisoire ». Il est fondamentalement correct que des personnes en quête de protection puissent rester « provisoirement » en Suisse aussi longtemps qu'elles sont menacées chez elles dans leur intégrité physique et leur vie. Mais il est sans nul doute pas dans l'esprit de « l'admission provisoire » que cet état de faits s'étende sur plus de 10 ans, voire davantage. Dans le cadre d'une des révisions à venir de la loi sur l'asile, il faudra tenir compte de ce fait.

#### **L'intégration comme facteur social et économique**

Qui a le droit de rester en Suisse, doit s'intégrer le plus rapidement possible. A cet égard, le PBD privilégie une meilleure et plus efficace insertion dans le processus de travail. Lors de la session extraordinaire de 2015, il a exigé cela dans une [motion](#) du Conseiller national PBD Hans Grunder.

Parti Bourgeois-Démocratique Suisse

CP 119, 3000 Bern 6

Tél. +41 (0)31 352 14 82, Fax +41 (0)31 350 40 19

mail@bdp.info, www.bdp.info

Le potentiel de l'activité professionnelle des demandeurs d'asile est encore largement inexploité. L'intégration dans le marché du travail favorise aussi l'insertion sociale et peut réduire les abus. Simultanément la dépendance à d'autres forces de travail étrangères est réduite, induisant une diminution de l'immigration. C'est aussi dans l'esprit des votants qui ont accepté le 9 février 2014, l'initiative dite d'immigration de masse.

### **Coopération internationale**

La Suisse doit respecter les droits et les obligations des accords de Dublin, mais aussi l'exiger des autres Etats. Défi global, la migration ne peut être maîtrisée de manière sensée que par des Etats qui coopèrent au niveau international. Il faut notamment coordonner au niveau international les dysfonctionnements indicibles et les catastrophes dans la région méditerranéenne, mais aussi la lutte contre les activités des passeurs. Le PBD s'engagerait par exemple en faveur de la réintroduction du dépôt de demandes d'asile auprès des ambassades, pour autant que cela se fasse également dans d'autres pays concernés.